



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/520
S/19084
31 août 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 33, 36 et 106 de l'ordre
du jour provisoire*
POLITIQUE L'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN
QUESTION DE NAMIBIE
AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT
DANS LE CADRE DES ORGANISMES DES
NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA
JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE
L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 21 août 1987, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du communiqué final adopté par le Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés à l'issue de la réunion qu'il a tenue à New York le 21 août 1987 (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 33, 36 et 106 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) J. MANZOU

* A/42/150.

ANNEXE

Communiqué publié par le Bureau de coordination du Mouvement des
pays non alignés le 21 août 1987

Le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés s'est réuni d'urgence à New York le 21 août 1987 afin d'examiner la situation qui ne cesse de se détériorer en Namibie à la suite de la nouvelle vague de répression et de terreur déclenchée par les forces d'occupation sud-africaines racistes contre le peuple opprimé de ce territoire.

Le Bureau a entendu les interventions du Représentant permanent de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. P. D. Zuze, et de l'Observateur permanent de la South West Africa People's Organization (SWAPO) auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. H. Angula, sur les derniers événements qui s'étaient produits en Namibie, en particulier sur le recours accru à la torture, aux arrestations arbitraires, aux ordres d'expulsion, aux déplacements forcés, aux détentions et à l'assassinat pur et simple de civils innocents par le régime raciste de Pretoria dans ce territoire.

Le Bureau a fermement condamné le régime raciste sud-africain, qui continue d'occuper illégalement la Namibie en violation des droits inaliénables du peuple de ce territoire à l'autodétermination et à l'indépendance nationale et qui se sert du Territoire comme d'un tremplin pour déstabiliser et agresser les Etats voisins. Il a condamné également l'Afrique du Sud raciste pour la répression violente perpétrée contre le peuple namibien, et notamment son recours accru à l'assassinat et à l'arrestation arbitraires ainsi qu'à la détention de civils innocents sans jugement.

Le Bureau a en outre condamné énergiquement l'Afrique du Sud raciste pour l'arrestation récente et injustifiée de dirigeants de la SWAPO et de syndicalistes, dont M. Hendrik Witbooi, Vice-Président par intérim de la SWAPO, M. Daniel Tjongarero, Président par intérim de la SWAPO, M. Nico Bessinger, porte-parole pour les affaires étrangères, M. Anton Lubowski, responsable de la SWAPO et trésorier de l'Union nationale des travailleurs namubiens, et M. John Pandeni, responsable de la SWAPO et Secrétaire général de la Namibian Food and Allied Workers Union; toutes ces personnes ont été arrêtées le 18 août 1987 en vertu du fameux Terrorism Act, à la suite de descentes massives opérées dans toute la Namibie par l'armée d'occupation et la police sud-africaines au domicile ou dans les bureaux de membres de la SWAPO, de syndicats et d'organisations d'étudiants, ainsi que de responsables du clergé.

Le Bureau a exigé une nouvelle fois la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques namubiens qui se trouvent dans les prisons et les camps de détention et de concentration racistes en Namibie et en Afrique du Sud, où sévit l'apartheid, ainsi que l'octroi du statut de prisonnier de guerre à tous les combattants de la liberté capturés.

Le Bureau a réaffirmé le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance dans une Namibie unie ayant recouvré totalement son intégrité territoriale, y compris Walvis Bay, les îles Penguin et les autres îles au large de la côte namibienne. Il a réaffirmé sa conviction que les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui constituent le

plan de l'Organisation des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, demeuraient la seule base internationalement acceptée pour un règlement pacifique de la question de Namibie.

Le Bureau a de nouveau condamné la subordination, par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, de l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité à des facteurs qui n'ont rien à voir avec l'indépendance de la Namibie. Cette manoeuvre a pour objectif de faire dévier le débat sur l'indépendance de la Namibie et de transformer artificiellement une question qui est essentiellement un problème de décolonisation en un problème Est-Ouest. Le Bureau a donc réitéré son rejet catégorique de cette manoeuvre, qui est contraire au plan de l'Organisation des Nations Unies et constitue une immixtion flagrante dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola et une atteinte aux droits souverains de cet Etat indépendant. Le Bureau a rappelé que le Conseil de sécurité avait, dans sa résolution 539 (1983), rejeté ladite manoeuvre.

Le Bureau a demandé au Conseil de sécurité d'agir de façon décisive, compte tenu de la responsabilité directe qui incombe à l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie, et de prendre des mesures d'urgence, y compris l'adoption de sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, pour que le plan de l'Organisation des Nations Unies défini dans la résolution 435 (1978) soit immédiatement et effectivement appliqué sans modification ni condition préalable.

Le Bureau a noté que la plupart des agissements récents du régime raciste de Pretoria soulignaient de nouveau l'importance vitale du Fonds d'aide à l'Afrique en tant que mécanisme d'aide d'urgence aux Etats de première ligne et aux mouvements de libération nationale. Il a également noté que le Fonds menait résolument ses activités et a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue à l'appuyer.

Le Bureau a réaffirmé la solidarité sans faille du Mouvement des pays non alignés avec le peuple namibien et son seul représentant authentique, la SWAPO, dans la lutte légitime qu'ils mènent pour l'autodétermination et l'indépendance.

